



Sections Haute Corse

Les opérations de communications ça suffit. Il faut maintenant répondre aux revendications des agents.

Le 3 avril faisons nous entendre

Nous, agents des Impôts et du Trésor de Haute Corse, en avons assez de la propagande organisée par la Direction Générale, visant à vendre la fusion. Nous ne réclamons pas de brochures en papier glacé (dépende inutile et déplacée) ni de « grand messes », mais des réponses immédiates et claires à nos revendications. Pour marquer symboliquement notre opposition à cette opération de propagande nous vous remettons vos brochures mensongères afin que le papier soit recyclé. Le temps global perdu en Haute Corse pour assister à cette manifestation grotesque représente l'équivalent d'une année de travail pour un agent . Au niveau national cette opération aura fait perdre l'équivalent de plusieurs centaines d'agents années de travail à la DGFIP. Quel gachi et quel scandale au moment où les suppressions d'emplois s'amplifient.

Mais nous vous faisons confiance pour rattraper ce temps perdu ; vous allez sûrement continuer de revoir à la baisse les conditions d'attributions d'autorisations d'absences comme celles accordées pour examen médical ou visites chez un médecin.

Nous vous rappelons, que si nous étions massivement en grève les 29 janvier et 19 mars ce n'est pas pour rien ; alors arrêtez de nous prendre pour des crétiens et de faire comme s'il n'y avait pas de crise économique et sociale et continuer d'appliquer des réformes dogmatiques déconnectées de la réalité. Supprimer 30000 postes de fonctionnaires par an dont une proportion majeure à la DGFIP est une absurdité. Alors que le chômage explose, que la fraude fiscale à travers les paradis fiscaux et les niches fiscales multiples grève les budgets publics, continuer dans cette voie est un non sens politique économique et social.

La réalité, ce n'est pas ce qui est écrit dans la brochure de propagande. La vérité, c'est que les services sont en train de couler et la rémunération des agents avec ! La fusion Impôts/Trésor constitue l'axe central de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui frappe l'ensemble de la fonction publique. Nous vous rappelons ce que déclarait le 1^{er} ministre F Fillon à propos de cette RGPP. Je cite : « la RGPP c'est moins d'Etat, moins de fonctionnaires et moins de services publics dans les territoire » ; ça a au moins le mérite de la clarté.

Vous comprendrez pourquoi messieurs les Directeurs et TPG, votre opération de communication est jugée déplacée et même indécente par les personnels. Comment nous faire croire qu'avec la fusion les filières seront respectées alors que 20 000 emplois seront supprimés en moins de 10 ans.

Comment ne pas s'inquiéter du devenir de la filière gestion publique alors que la fin du recouvrement dans les perceptions est programmée pour 2012.

Comment ne pas s'inquiéter du devenir de certains services informatiques, des Domaines, du Cadastre et des hypothèques, quand on voit comment au sein de Bercy est en passe d'être liquidée la Direction de la Concurrence qui va devenir un simple appendice des préfectures.

La création du SIP à Bastia se met en place en supprimant un tiers des agents de la trésorerie. (6 agents au lieu de 9).

Le stress et la souffrance au travail touchent de nombreux collègues. C'est le constat unanime relevé par tous les médecins de prévention au niveau du ministère.

Alors messieurs, arrêtez vos balivernes et répondez aux revendications des personnels, aux besoins des populations et des collectivités locales.

- Arrêt des suppressions d'emplois, restitution de tous les emplois supprimés ; pour un vrai Service Public de proximité ;**
- Pour l'amélioration de nos conditions de travail ;**
- Une véritable harmonisation et revalorisation indemnitaire pour tous et pas seulement pour les employés supérieurs.**

Ne nous dites pas que les caisses sont vides. Pour les Banques, les salaires des grands patrons et de la haute hiérarchie de la fonction publique vous trouvez les moyens ; nous demandons seulement ce qui nous revient pour reconnaître nos efforts et notre travail. Contrairement à ce qu'affirme M Séguela grand ami du président de la république, nous n'avons pas pour ambition de posséder tous une montre Rolex comme symbole d'une vie réussie ; nous avons seulement l'ambition légitime d'être respectés et reconnus et d'avoir les moyens pour réaliser nos missions de service public.

Voilà le message qu'au nom des personnels nous tenions à porter aujourd'hui.